« Mais vous n'allez pas sombrer si vite dans la petite histoire ? » Une revue à l'heure de la vulgarisation. Entretien avec Valérie Hannin

Par Catherine Croizy-Naquet et Alain Delissen

Valérie Hannin, Catherine Croizy-Naquet et Alain Delissen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/1236>

DOI : 10.4000/elh.1236

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 septembre 2017

Pagination : 175-182

ISBN : 978-2-271-11657-4

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Valérie Hannin, Catherine Croizy-Naquet et Alain Delissen, « « Mais vous n'allez pas sombrer si vite dans la petite histoire ? » Une revue à l'heure de la vulgarisation. Entretien avec Valérie Hannin », *Écrire l'histoire* [En ligne], 17 | 2017, mis en ligne le 28 septembre 2020, consulté le 29 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/1236> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.1236>

« Mais vous n'allez pas sombrer si vite dans la petite histoire ? » Une revue à l'heure de la vulgarisation

Entretien avec Catherine Croizy-Naquet
et Alain Delissen

Rédactrice en chef de la revue L'Histoire, administratrice du Festival international du film d'histoire de Pessac et membre du conseil scientifique des Rendez-vous de l'histoire de Blois, mais aussi professeur agrégée en lycée, Valérie Hannin s'est confrontée à la question de la petite histoire. Dans l'entretien qu'elle nous accorde, elle s'efforce de définir ce que recouvre l'expression, en explorant l'histoire de la petite histoire sous l'angle du fait divers et de son usage dans une revue qui repose sur l'histoire universitaire et les règles du métier d'historien, qu'elle a pour ambition de diffuser auprès d'un public plus large. Elle est conduite à interroger le clivage entre petite histoire et grande histoire, qui semble se jouer désormais sur d'autres terrains, prendre d'autres visages avec l'histoire « médiatique », l'histoire « publique » dans ses déclinaisons les plus diverses, et à mettre au jour la concurrence avec l'histoire académique bousculée et sommée de se redéfinir et de réaffirmer son magistère.

En votre qualité de directrice de rédaction, quelle est votre perception de la «petite histoire» ?

C'est un concept labile, intéressant. J'ai réfléchi à partir de notre revue. Mais je me suis d'abord reportée dans les années 1970, où l'histoire, c'était l'histoire avec des archives, des sources, des idées, c'était l'histoire politique. Au fond, la petite histoire n'existait pas. Et c'était d'autant plus confortable que la grande histoire, admettons qu'elle soit grande, disons l'histoire académique (je préfère le dire ainsi), dans les années 1970-1980, vivait son âge d'or. Quand *L'Histoire* est née, en 1978, le numéro 1 comptait, entre autres, Georges Duby, René Rémond et Philippe Joutard. C'était de l'histoire académique, donc recommandable à la Sorbonne, qui remportait en outre un certain succès. On ne savait pas si c'était de la petite histoire ou pas. Le problème pour les fondateurs de la revue, Michel Chodkiewicz et Michel Winock, était d'élargir considérablement le public et d'affronter la question de la vulgarisation : que lit un public qui n'est pas (forcément) professionnel ? Cherchait-on des recettes dans ce qui s'appellerait la petite histoire ? Le numéro 2 de *L'Histoire* apporte quelques réponses avec la publication d'un excellent papier de Michel Winock. Intitulé «L'incendie du Bazar de la Charité», il questionnait sur la lutte des classes et sur les problèmes sociaux, sur les polémiques qui ont suivi dans la presse, et sur l'antisémitisme qui pouvait s'y révéler¹. C'est un peu un papier culte. C'était presque aussi un manifeste. Georges Duby a accueilli le sujet avec suspicion – «Mais vous n'allez pas sombrer si vite dans la petite histoire ?» – avant de le juger intéressant. Tout l'enjeu était de savoir

en effet comment traiter d'un sujet qui est un fait divers. Très vite, d'autres articles ont suivi qui ne portaient pas sur des sujets d'histoire classique et académique, mais qui étaient aussi sérieusement travaillés par des historiens. C'était le début, et *L'Histoire* dans les premières années en a beaucoup publié. Il y a eu une vraie école de l'histoire des faits divers.

Michel Winock se souvient-il que Georges Duby a employé cette expression, cette catégorie «petite histoire» qui établit un *distinguo* entre une histoire sérieuse et une histoire dépourvue de scientificité ?

Je ne sais pas si ce sont les mots exacts, mais Michel Winock se souvient bien de l'anecdote. Beaucoup d'articles ont été rédigés, dont «L'affaire Troppmann» par Michelle Perrot, titre de gloire de la revue dans les premiers temps, car ce n'était pas fait ailleurs². Parmi les auteurs pratiquant le fait divers, le cas de Pierre Darmon est intéressant. Il assume ce choix, revendiquant que c'est ainsi qu'il a envie de raconter l'histoire, jugeant que tous les avantages vont à la vulgarisation, plus encore si c'est écrit comme un roman. Pierre Darmon a fait du reste des romans historiques, sans notes évidemment, mais parfaitement documentés. Il en a fait un manifeste. Il voulait démontrer qu'il pouvait faire de l'histoire extrêmement sérieuse, mais autrement, et peut-être la vendre plus facilement. L'un de ses plus beaux livres, à mes yeux, est *Le Tribunal de l'impuissance*³. Dans la veine des faits divers, plus récemment, on peut signaler l'article de Gabrielle Houbre sur les mariages homosexuels au XIX^e siècle⁴. Du point de vue méthodologique, elle est partie de deux histoires vraies. Sous

une autre couverture, avec un autre packaging, cela pourrait être de la petite histoire (par exemple: «La vie amoureuse de Léon et Maurice en 1850»). Mais cela n'en est pas, par le traitement, par la façon dont elle l'inscrit dans une histoire plus large de la sexualité et des mœurs, de la famille et des lois, et dans une histoire des genres.

Dans ces sujets qui sont typiquement de la petite histoire, il y a la modalité du dévoilement du secret, une pratique narrative singulière.

Oui, mais ils ne sont pas traités ainsi. L'histoire est racontée. Ce qui importe, c'est le questionnement de l'historien qui installe son sujet dans un contexte qu'il connaît et qui lui donne un sens, mais qui, en retour, éclaire le contexte par le sujet. À cet égard, Pierre Darmon explique qu'il est facile de parler de Landru quand on fait un cours sur la guerre de 14-18 – cela fait récréation, c'est une respiration –, mais qu'il est bien plus difficile de partir de Landru, de partir à l'envers, pour parler de la guerre de 14. En réalité, pour faire de la petite histoire qui n'en est pas, il faut un immense talent, très bien connaître le sujet et le contexte, bien savoir écrire, avoir le goût du sujet et le goût du public. En somme, il faut être vraiment historien pour faire ce genre d'articles. C'est vraiment ce que l'on peut faire de mieux, c'est la pointe du diamant, c'est le fer de lance. Une citation de Diderot, peut-être approximative, résume bien l'enjeu: on se donne «le plaisir du récit, et le bonheur de se sentir intelligent».

Diriez-vous que peut-être ce qui joue dans le charme de ce type d'article, c'est que cela combine l'histoire avec un

petit h et la réflexion historique? Quels publics visez-vous alors?

Oui, ainsi, on a tout. L'article s'adresse à un public curieux qui, sans être historien, peut s'en régaler, et aux spécialistes qui peuvent trouver un intérêt au-delà du plaisir de la lecture. *L'Histoire* a publié beaucoup de faits divers, et on le fait encore, mais c'est plus difficile aujourd'hui: cela réclame un gros travail que les historiens ne sont pas toujours prêts à consacrer à un article.

N'y a-t-il pas aussi le fait que la pratique se soit banalisée?

Certainement, et puis on a peut-être aussi épuisé le filon, parce que les grands faits divers intéressants, l'affaire policière, le fait judiciaire, ont été très largement exploités, à moins de se tourner vers ceux qui se sont produits à l'étranger. De nouveaux peuvent cependant surgir des archives, mais d'une façon différente, des faits divers concernant des gens inconnus qui n'ont pas alimenté la chronique jusqu'à présent mais qui sont révélateurs de nouveaux intérêts, de nouvelles thématiques en vogue aujourd'hui, par exemple les troubles sur les frontières de genre. Une autre réponse à cette question est que, si la période 1850-2000 se prête à merveille aux faits divers grâce à la presse, les autres périodes sont bien moins fécondes: dans l'histoire antique, on re-raconte Plutarque, on reparle de Messaline; dans l'histoire moderne, il y a bien l'«affaire des poisons», mais c'est un sujet rebattu.

Il y a peut-être un épuisement du matériau, mais aussi de la forme. N'a-t-on pas envie d'un nouveau paradigme?

On a envie d'autre chose, il faut trouver autre chose. Mais nous n'avons

pas parlé de toutes les autres façons de faire de la petite histoire. L'on revient au problème de la définition. Selon moi, c'est une histoire qu'on raconte, une histoire de gens avec des anecdotes, peut-être croustillantes; ce sont de vraies histoires de vraies gens, qui se sont vraiment passées et qui sont plus fortes que le roman. C'est cela, la petite histoire. On peut aller la chercher ailleurs.

Peut-on se tourner par exemple vers ce qui se passe en Corée du Sud en ce moment, avec la présidente déchuë, Park Geun-hye, la surnommée «Raspoutine»?

Oui, mais de quoi est-ce révélateur? Si cette histoire parle des femmes coréennes, de la politique, du rapport aux médias, c'est un bon filon que de traiter ces points par le scandale. Dans la petite histoire, il peut y avoir en effet la dimension du scandale, qu'illustre bien le mot *affaire*: dès qu'on peut titrer «l'affaire», c'est une promesse d'histoire avec les fils d'une intrigue qui se noue, comme en témoigne l'article sur l'affaire Troppmann. Même si on ne le conserve pas dans le titre, c'est avec ce terme que je m'adresse aux historiens: vous n'avez pas une belle affaire à nous raconter? Mais toujours sous la condition que ce ne soit pas gratuit.

Par sa forme et sa vocation, *L'Histoire* peut-elle accueillir les différentes manières d'aborder l'histoire?

Dans ses origines, la revue n'était pas destinée à la petite histoire. Le terrain était sans doute favorable avec l'équipe en place, des historiens d'une quarantaine d'années, prêts à prendre des risques, à secouer un petit peu les *Annales*, à rendre compte autrement des découvertes faites dans les archives

ou du développement de l'histoire des mentalités, en particulier. Jamais, je pense, il n'a été question de «petite histoire»: quand Jean-Noël Jeanneney écrit «L'affaire Rochette», il n'a pas l'intention de faire de la petite histoire⁵. Pour une revue comme la nôtre, il y avait dans la petite histoire le fait de jouer avec les marges. Mais on restait historiens. Aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. C'est sans doute pour cela que vous avez choisi ce sujet, qui est devenu une question centrale. On s'interroge beaucoup sur la solidité d'une définition de l'histoire. En témoignent les réactions à la sortie du livre d'Ivan Jablonka, *Laëtitia ou la Fin des hommes* (Seuil, 2016), dont celle de Philippe Artières dans une tribune de *Libération*⁶. Ce n'est pas un livre d'histoire, et comme tel il est donc facile à critiquer, mais Ivan Jablonka est un historien qui sait faire de l'histoire. Ce qui m'a intéressée dans son ouvrage, c'est que, dans ses chapitres, il traite de la France de la pauvreté, de la France périurbaine, des inégalités sociales, de l'institution judiciaire, du rapport à la pédophilie, de Nicolas Sarkozy, etc. Il ne fait pas un livre d'histoire, il ne l'annonce du reste pas comme tel. Même si, en réalité, il s'inscrit dans une lignée qui demeure assez classique, il se fait un peu sociologue.

Hormis le fait divers, d'autres filons liés à la petite histoire peuvent-ils être explorés?

Un autre filon, c'est le personnage historique. On a fait en 2006 un numéro sur Marie-Antoinette: relève-t-elle de la petite histoire? Dans de tels cas, pour éviter toute ambiguïté, on s'entoure d'historiens chevronnés, Mona Ozouf en l'occurrence. Ce numéro est paru au

moment de la sortie du film de Sofia Coppola, avec un encadré sur le film. Le sujet n'a pas du tout plu aux responsables commerciaux : « Vous allez être déceptifs. » Le public ne s'attend pas de prime abord à une réflexion historique. De fait, ce n'est pas une couverture qui a eu un grand succès, malgré un dossier qui se tenait. Sinon, de quelle autre manière aborde-t-on la petite histoire ? En creusant un peu, on trouve quelques autres créneaux, comme la gastronomie historique. Aux débuts de la revue, un article a été consacré à la recette de la raie au beurre noir⁷, consignée dans les chroniques de Platine, *alias* Jean-Louis Flandrin⁸. Pendant plus de dix ans, on a continué de publier des recettes. On montrait comment et pourquoi telle recette s'était élaborée, comment elle avait circulé, etc. Il y a quarante ans, c'était un peu pionnier. Puis, l'histoire de la gastronomie est devenue un filon bien parcouru. Aujourd'hui, c'est la vie quotidienne qui retient l'attention, mais est-ce de la petite histoire ? En tout cas, dans *L'Histoire*, on fait de la petite histoire, on en a fait, à certaines conditions. Au fond, ce n'est pas le sujet qui compte. Les bons sujets ne sont pas réservés aux amateurs, pourquoi les historiens ne s'en empareraient-ils pas ?

Est-ce à dire qu'à notre époque le partage grande histoire / petite histoire n'a plus aucune pertinence ? Qu'est-ce qui a changé, par ailleurs, entre les débuts du magazine et ce qu'on appelle aujourd'hui l'histoire publique ?

Il faudrait peut-être renoncer à cette expression de « grande histoire », qui, forcément, impose une hiérarchie. Pour adopter un vocabulaire plus neutre, l'histoire académique est aujourd'hui

attaquée sur plusieurs fronts : elle doute d'elle-même, de ses fondements et de son utilité ; elle est attaquée dans ses modalités professionnelles (« Et pour quoi je me débrouillerais moins bien que vous aux archives ? »). Par rapport aux années 1970-1980, on ne lui fait plus nécessairement toute confiance, elle est chahutée dans sa légitimité. Qui fait de l'histoire ? Qui est légitime pour la faire ? L'histoire académique est-elle plus sérieuse que l'autre ? Elle est souvent jugée ennuyeuse, et on entend partout une phrase qui aurait été totalement impensable il y a vingt ans : « C'est de l'histoire, MAIS ce n'est pas ennuyeux ! » Au fond, peut-être qu'un équivalent actuel de ce que fut autrefois la « petite histoire » serait « l'histoire 2.0 », l'histoire en ligne à travers des formes brèves et vivantes qui répondent bien à nos habitudes de consommation culturelle, décousues et peu attentives. Je pense ici à Benjamin Brillaud, à sa chaîne *Nota Bene* sur YouTube et à ses 700 000 *viewers*.

Il y a cinquante ans, les légitimités étaient plus clairement distribuées et les lectures, sinon toujours les lecteurs, bien différenciées. Il n'y avait pas vraiment de concurrence frontale entre les deux types d'histoire, mais une distance que maintenait, en position dominante, la grande histoire en déclarant justement que c'était l'autre qui était « petite ». Aujourd'hui, l'histoire, disons « médiatique » au sens large, apparaît comme une concurrente autrement sérieuse de l'histoire académique. Pour faire court, la Sorbonne rêve d'en être et les historiens de la « grande histoire » sont tout prêts à s'y jeter et à offrir leur matière première à la « petite », qui se décline en divers produits dérivés. Entre les deux époques, il y eut la grande époque

– aujourd’hui révolue? – d’un rapprochement, celle où la grande histoire s’est emparée des sujets et des matériaux de la petite, mais sans rien lâcher sur le plan du métier, des méthodes, des questions, en bref, sans rien céder au travail de l’historien qui assurait une légitimité.

Aujourd’hui, la question se pose de nouveau d’un éloignement, sauf que les positions se sont inversées: c’est l’histoire académique qui est sur la défensive! On le voit – c’est le pire cas de figure, il me semble – au traitement ordinaire que l’histoire subit à la télé: «Et donc, il arrivait à Jeanne d’Arc de partager sa couche avec une femme... Elle était lesbienne, alors? Racontez-nous un peu...» Évidemment, il faudrait nuancer. Il y a en réalité toutes sortes de formats et de genres pour l’histoire à la télévision et diverses façons de placer le curseur sur le triangle histoire, journalisme, divertissement. Stéphane Bern reprend toutes les recettes de la petite histoire d’autrefois (têtes couronnées, secrets et scandales, anecdotes), mais il a soin de s’entourer d’historiens académiques. Est-ce de la petite histoire? Évitions de simplifier. Il existe de très sérieux documentaristes et de magnifiques documentaires historiques (nous leur décernons chaque année un prix au Festival du film historique de Pessac). Il y a ceux qui travaillent et ceux qui travaillent moins... Il y a ceux qui cherchent de nouvelles formes et ceux qui nous refont le Lavisse! Mais ce qui me frappe, au-delà des brouillages volontaires ou spontanés, c’est que, souvent, les historiens académiques sont désormais en position dominée. Ils ne tiennent plus le questionnaire. Le rapport de force s’est inversé. La télévision n’est plus du

tout, mais alors plus du tout à leur service. Les historiens y sont enrôlés. Il me semble que, dans ces conditions, ils ont beaucoup à y perdre et qu’ils feraient quelquefois mieux d’y réfléchir à deux fois avant d’y aller! Car le grand enjeu du moment, c’est de déterminer quelle est la place que peuvent tenir les historiens académiques dans le grand marché de l’histoire publique.

Dans ce nouveau paysage marqué par un affaissement du magistère historien, comment situez-vous la question de la vulgarisation? Que pensez-vous de l’injonction faite aux historiens de revenir au récit?

Il faudrait déjà, pour nous, à *L’Histoire*, être capable de désagréger les causes, multiples, de cet affaissement. Si le nombre de nos abonnés et de nos ventes se tasse depuis l’apogée des années 2000, cette baisse ne doit pas tout à la situation affaiblie de la discipline historique dans l’espace public. Il y va aussi, plus généralement, de la crise générale des journaux et de la lecture. Au milieu de ce grand chambardement, nous ne nous en tirons pas si mal, à dire vrai. Au tournant du millénaire, nous avions environ 50 000 abonnés et vendions 15 000 numéros en kiosque. Aujourd’hui, nous sommes en gros à respectivement 40 000 et 10 000. Si nous souffrons moins que d’autres qui peinent à se repositionner sur le marché et parmi les publics actuels, c’est parce que justement nous demeurons fidèles à nos principes et à nos engagements de toujours: nous défendons l’histoire universitaire et les règles du métier pour les mettre à la disposition d’un public plus large. Certainement, et très heureusement, nous avons au fil du temps

modifié et élargi notre palette d'outils pour rendre efficace cette pédagogie. Pensez au soin tout particulier réservé chez nous à la cartographie, au lexique et à l'iconographie. Parce que nous sommes convaincus que la vulgarisation exigeante a de beaux jours devant elle. Notre modèle, c'est le Collège de France ! C'est Michelet ! Je conçois bien qu'on puisse trouver ça « III^e République, élitiste, magistral, etc. », mais nous assumons ce positionnement.

Tenir cette ligne n'est pas si facile. Mais le retour ou le recentrage sur le récit n'est qu'une des modalités de l'objectif principal, qui est le plaisir de la lecture et la lisibilité. On part de nos lecteurs (que l'on connaît en réalité assez mal, au-delà d'un noyau dur de 40 % d'enseignants du secondaire). Sur ce plan, celui de l'effort de lisibilité, il faut bien l'admettre, les historiens académiques d'aujourd'hui feraient bien de s'interroger davantage sur ce qu'ils produisent et proposent. Ce n'est sans doute pas un hasard si nous nourrissons aujourd'hui une telle nostalgie de Michelet ou de Duby.

Ensuite, et plus fondamentalement, parce que ce que j'appelle « les règles du métier », ce n'est pas seulement, loin de là, être capable de trousseur un récit. Il faut y insister encore, il y entre beaucoup d'autres choses qui ne se réduisent pas non plus au travail de l'archive. Car, d'une certaine façon, la petite histoire s'appuie fortement sur de l'archive. Elle est même totalement encombrée et souvent aveuglée par l'archive. Et ce qui lui manque, entre l'archive et le récit, c'est le métier d'historien, justement : la capacité à produire toutes sortes de contextualisations qui renvoient à des questions. L'ambition qui est la nôtre, celle de la

vulgarisation, est de mettre tout cela à la portée d'un public élargi, sans aucun prérequis. Car on explique tout !

Donc, pas de réenchantement à attendre ?

Pas de réenchantement, mais beaucoup de nouveaux chantiers. Pour comprendre ce que nous faisons aujourd'hui par rapport à la « petite histoire » et à la « grande histoire », je prendrai l'exemple d'un récent dossier sur les cathares. Rien de plus banal ni de plus convenu. C'est le genre de sujet dont la « petite histoire » raffole : aucun doute sur la façon privilégiée qu'ils ont de se poser à nous, sur le mode du secret et du mystère. Sur ces sujets et sur tous les autres, l'histoire et les sciences humaines et sociales sont désormais installées dans un travail permanent de déconstruction-reconstruction qui n'a pas besoin d'aller jusqu'au doute épistémologique absolu pour produire des effets dissolvants sur le public. Comme si s'interroger sur le « comment on sait » ruinait ce que l'on sait. Le désenchantement, en effet, qu'on reproche à la « grande histoire »... L'effet est encore plus terrible et scandaleux si on ose poser que tel ou tel objet n'a jamais existé. En même temps, *L'Histoire*, magazine et non revue académique, ne peut absolument pas titrer « Les cathares n'ont pas existé » – comme l'avance Robert Moore⁹. On installe donc le sujet sur le mode de la question : « Les cathares ont-ils existé ? » On mobilise sur le titre ou sur la couverture notre compétence éditoriale. Il ne s'agit pas du tout d'une volonté de réenchancer ou d'une peur de désenchancer. De quoi s'agit-il ? De conduire au savoir du moment en parlant de l'imaginaire hérité. Rien à voir avec la « petite histoire ».

Notes

- 1 *L'Histoire*, n° 2, juin 1978.
- 2 Michelle PERROT, «L'affaire Troppmann (1869)», *L'Histoire*, n° 30, janv. 1981.
- 3 Pierre DARMON, *Le Tribunal de l'impuissance. Virilité et défaillances conjugales dans l'ancienne France*, Seuil, 1979.
- 4 Gabrielle HOUBRE, «François et Jean, nés filles au XIX^e siècle», *L'Histoire*, n° 372, févr. 2012.
- 5 Jean-Noël JEANNENEY, «L'affaire Rochette (1908-1914)», *L'Histoire*, n° 19, janv. 1980.
- 6 Philippe ARTIÈRES, «Ivan Jablonka, l'histoire n'est pas une littérature contemporaine!», *Libération*, 6 nov. 2016.
- 7 «Un étrange triomphe culinaire: la recette de la raie au beurre noir», *L'Histoire*, n° 37, 1981.
- 8 Voir Pascal ORY, «Le cuisinier avance masqué», *L'Histoire*, n° 331, mai 2008.
- 9 Robert I. Moore, *Hérétiques. Résistances et répression dans l'Occident médiéval*, Belin, 2017.